

L'UE veut pousser Bujumbura à un dialogue inclusif et à rouvrir l'espace politique

RFI, 04-10-2015 Burundi : la stratégie de l'Union européenne Après l'adoption de sanctions contre quatre responsables burundais, l'Union européenne ouvrira dans les tout prochains jours les négociations autour de l'article 96 de l'accord de Cotonou, accord qui régit la coopération entre l'UE et les États de la zone ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique). Et, à la veille du déclenchement de cette procédure, la Belgique a décidé de suspendre toute coopération avec le pays pour un montant de plus de 60 millions d'euros. Ce n'est pas le premier pays européen à prendre cette décision. Cela fait partie d'une stratégie globale de l'Union européenne pour amener les autorités burundaises à rouvrir l'espace politique et créer les conditions d'un dialogue inclusif.

Une lettre sera envoyée dans le courant de la semaine prochaine, confirme le vice-premier ministre belge, Alexander De Croo. Une lettre en forme d'invitation à des négociations. A travers ce courrier, l'Union européenne informe officiellement le gouvernement burundais qu'il a manqué ses obligations - au titre de l'accord de Cotonou - en termes de démocratie et de respect des droits de l'homme. C'est l'article 96. Les autorités burundaises auront trente jours pour y répondre. En cas d'absence de réponse, cela conduirait à une rupture de toute coopération. Si le gouvernement accepte de négocier, les deux parties auront quatre mois pour se mettre d'accord et ainsi éviter l'arrêt de toute coopération. En attendant les résultats de ces discussions, la Belgique a annoncé le gel des fonds destinés à des projets de coopération avec le gouvernement. L'Allemagne l'avait déjà fait en juin 2015, avant même la présidentielle, estimant que le Burundi avait violé ses engagements. Les Pays-Bas ont fait de même plus récemment le 14 septembre dernier. Objectif : faire monter la pression graduellement et notamment la pression financière. « On hésite souvent à utiliser la procédure de l'article 96, mais le Burundi est le pays où, vu sa dépendance à l'aide internationale (50% de son budget) à la plus de chance de marcher », explique un officiel européen. « Ils ne vont pas nous dicter notre politique », rétorque un responsable burundais. « S'ils veulent affamer le peuple, qu'ils le fassent », conclut-il.